

Des urbanismes essentiels

Synthèse des tables rondes du CORUM 2016 – Bruxelles/Louvain-la-Neuv. Synthèse par [Danielle Labbé](#) et [Sébastien Verleene](#), 26/05/2016 à LOCI-BXL

CORUM pratique le décalage en braquant les projecteurs sur des villes et territoires sous-étudiés ; là aussi où la production de connaissances émerge de situations singulières.

Que ce soit en étudiant l'émergence d'un quartier éphémère à Jakarta (J. Dietrich), en relevant les pratiques hybrides de production du foncier par des filières néo-coutumières à Abidjan (C.B Shigata) ou en explorant les installations périurbaines de Marrakech (E.Coslado) ou de Batna (D. Djeflal), les participants aux tables rondes 2016 du CORUM ont révélé les nombreuses pistes et richesses que recèlent ces établissements humains, souvent négligés par les champs de l'urbanisme.

Trois constats pourraient justifier cet intérêt pour l'à-côté, la marge, les frontières de l'urbain... Tout d'abord, comme le souligne Hassane Mahamat Hemchi à partir de l'étude des stratégies de gestion et de planification du 5^e arrondissement de N'djamena, la croissance rapide des populations urbaines entre en confrontation avec des documents d'urbanisme et des paradigmes d'aménagement peu prospectifs et donc peu enclins à s'adapter aux évolutions rapides de la démographie. Chercher à comprendre les failles administratives ou les bricolages urbains pourraient donc permettre d'améliorer la formation et de tendre vers des pratiques d'aménagement négociées. Reconnaître les compétences des habitants-aménageurs (Percq P. 1994) tout en sensibilisant les acteurs officiels, publics et privés, pourraient bien mettre l'urbanisme au pluriel, sous réserve de faire glisser la contestation ou le dédain vers l'analyse partagée et la co-production.

Second constat : Les politiques d'ajustement structurel imposées aux pays « sous-développés » par les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale,...) ont poussé certains États du Sud à abandonner des pans entiers de la gestion urbaine. Les modes de production de l'urbanisation informelle résistent quant à eux, à la rationalité des infrastructures centralisées, pensées pour la ville formelle : les camions-poubelles ne peuvent pénétrer ces quartiers denses, la police n'y a pas d'attache, les services de la ville y sont souvent mal perçus. Comme le montre Jacques Yomb à partir de l'étude de quartiers de Douala au Cameroun, des services de base comme l'évacuation des déchets, l'entretien des rues, l'éclairage public ou la sécurité sont repris en main par des acteurs locaux qui, de ce fait, construisent la ville *par le bas*, inventant des pratiques décentralisées, riches d'enseignements.

Enfin, comme Françoise Choay le soulignait déjà dans les années 1960 :

Les créations de l'urbanisme sont partout, à mesure de leur apparition, controversées, mises en question. Des quadras de Brasilia aux quadrilatères de Sarcelles, du forum de Chandigarh au nouveau forum de Boston, des highways qui disloquent San Francisco aux autoroutes qui éventrent Bruxelles, la même insatisfaction et la même inquiétude se font jour. (Choay F. 1965, p7)

Ce qu'interrogent la plupart des participants aux rencontres CORUM 2016, c'est la capacité de l'urbanisme dit « formel » à appréhender la société par la maîtrise de l'espace et l'édification de l'architecture. Cet échec de l'urbanisme de projet engage à se tourner plutôt vers les acteurs que sur la matière de la ville. Mais là aussi apparaissent des difficultés. Comme le montre Imane Bkiri dans son étude du projet Al Kora de relogement des bidonvillois de Rabat, les décideurs sont peu enclins à intégrer les travailleurs sociaux alors même qu'ils sont les seuls à disposer des compétences et des connaissances nécessaires à l'évaluation des situations. Les acteurs locaux sont marginalisés et le contexte sécuritaire permet de justifier des modes de production de la ville *par le haut*, inadaptés aux situations sociales et culturelles. A Rabat, les manquements des techniciens de l'administration

hiérarchisée et leur difficulté à coopérer avec les acteurs locaux, ont finalement abouti à supprimer l'école et l'espace public initialement prévus, au profit de nouveaux logements, alors même que ces aménités publiques semblent être les clefs de la réussite de tout projet urbain. Un échec donc de l'urbanisme opérationnel. Une difficulté à intégrer de nouveaux acteurs et à mettre en place des coopérations. Les défaillances de l'urbanisme nous poussent vers les marges pour y découvrir ce que nous ne savons pas projeter et pour réinventer les façons même de planifier et de faire la ville.

Ces réflexions se déroulent dans un double contexte de crise globale. Une montée des inégalités sociales de plus en plus inadmissible et la destruction systématique des écosystèmes qui, couplée à une marchandisation des ressources, engage le climat dans une évolution peu favorable à la vie humaine sur terre. L'exemple de Lamas, ville péruvienne d'Amazonie étudiée par Gustavo Rondon, illustre bien cette problématique : alors que l'eau est abondante dans cette région, l'accès à l'eau potable reste difficile pour les populations.

Nous serions entrés dans l'ère de l'anthropocène ; temps où les établissements humains agiraient tels une force géologique. Pourtant, comme le souligne le géographe Romain Felli, il est abusif de montrer du doigt cet anthropo car la prédation du monde et les habitudes destructrices entretenues par les modes d'habiter émanent avant tout de la propagation de modèles occidentaux et des relations que ceux-ci mettent en place avec les milieux de vie. L'économie libérale mondialisée et son avatar, le développement – aujourd'hui « durable » – ne profitent qu'à une minorité de terriens... En citant Jason Moore, Romain Felli nous rappelle que c'est la rationalité économique dominante qui a un impact sur le système Terre et non l'Homme en général : « Le capitalisme n'est pas un système économique ; ce n'est pas un système social ; *c'est une manière d'organiser la nature*. Nous ne vivons pas dans l'Anthropocène, mais dans le *Capitalocène*. » (Felli R. 2016, p12)

Alejandro Gonzales le montre fort bien à travers son étude de villes minières du Pérou, fortement impactées par des compagnies multinationales. D'une autre manière, Roger Dindji, à travers son étude de l'émergence des taxi-motos à Korhogo, explique comment les firmes chinoises ont saisi l'opportunité de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire pour pénétrer le marché, entraînant de fortes modifications des pratiques de mobilité dans la capitale ivoirienne. Enfin, comme le souligne Eddy Lucien Georges à partir de l'étude des pédagogies universitaires en Haïti, c'est aussi la construction même du savoir qui est influencée par les mécanismes de la coopération au développement et les temporalités des bailleurs de fonds. L'injonction au développement biaise le regard et invite à appréhender les quartiers informels comme précaires et leurs habitants comme fragiles et vulnérables alors que de nombreux travaux tendent à démystifier les préjugés sur ce qu'on qualifie, souvent à tort, d'urbanisation désordonnée. Comme le souligne Jean Goulet : « Le bidonville dans son ensemble n'est pas un espace imparfait, il est simplement un espace pauvre, en transformation, qui optimise de façon surprenante les faibles ressources à sa disposition ». Au sein donc du *capitalocène*, naissent des dynamiques hybrides, qui pourraient bien porter d'autres projets de sociétés et d'autres pratiques spatiales, peut-être plus soutenables, peut-être plus solidaires...

La logique « formelle », héritée de l'histoire occidentale des villes, montre ses limites. Quelle serait la bonne manière de faire la ville ? Quelle serait la bonne forme ? Mais, qualifier ces urbanisations d'informelles pose aussi question. Ces fragments de villes seraient-ils sans forme ? Seraient-ils non planifiés, alors même qu'*habiter quelque part* est nécessairement lié à une forme d'anticipation, y compris dans l'habiter nomade qui planifie les déplacements et les haltes ? La notion d'informel interpelle car elle reste une opposition à une référence alors même qu'elle définit une *alter-forme*. Parler d'urbanisation essentielle, inhérente, autonome voire immanente serait peut-être plus juste...

C'est sur ces autres formes urbaines, co-construites, plus locales, plus négociées, moins prédatrices, plus marginales, plus solidaires, mais aussi plus fragiles, plus conflictuelles, plus pauvres, que le CORUM s'est penché lors de ces rencontres APERAU 2016. Explorations de formes négligées mais aussi autres manières de vivre-ensemble et autres types de relations au milieu et à la ville.

Car ces recherches interrogent ce que nous nommons *ville*, indissociable, dans l'approche urbaine occidentale, des histoires de la modernisation et de l'industrialisation. Cette tradition, nous fait croire qu'une vraie ville est compacte, qu'une vraie ville se différencie de la campagne, qu'une vraie ville est liée à un processus de développement économique. Sans nier, comme Max Webber l'évoquait dès la fin du XIX^e siècle, que la ville est un lieu éminemment économique, l'étude des urbanisations marginales montre que d'autres formes d'économies produisent d'autres formes de villes. L'Afrique, où la croissance urbaine se fait sans industrialisation, en est la parfaite illustration. La ville s'y invente car elle propose un réagencement dissocié de l'économique et du politique, confondus de tous temps en un pouvoir unique, artisan de la fabrication des villes.

Autre formes économiques donc, mais aussi interrogations quant aux capacités des pouvoirs politiques à imaginer et concevoir une ville juste. Anissa Habane en fait la démonstration à travers le cas des ONG de la sauvegarde du patrimoine urbain palestinien qui développent des compétences qui font défaut aux autorités publiques palestiniennes tout en parvenant à intervenir sur des secteurs soumis à la colonisation israélienne, organisant un véritable urbanisme de résistance.

Résistance analysée par Roman Stadnicki dans le contexte post-révolutionnaire égyptien, qui révèle les accointances entre les politiques autoritaires et l'urbanisme néo-libéral des grands projets tout en nous éclairant sur l'éclosion de mouvements d'activistes qui considèrent la ville comme un motif de contestation, en réorientant le débat sur le principal mode d'urbanisation en Egypte : les quartiers informels. Yousfi Fahima aussi, à travers le cas de Constantine en Algérie, confirme ce nécessaire décentrement du regard, en démontrant la justesse culturelle de l'habitat populaire auto-construit au regard des immeubles de logements promus par un Etat autoritaire.

D'une autre manière, à travers la modélisation de systèmes de transports collectifs à Lima et à Brazzaville, Léa Wester montre toute l'ingéniosité des organisations non réglementées de la mobilité urbaine ; des modes de transport « artisanaux » qui parviennent à s'adapter aux variations du trafic en modifiant instantanément les tracés des itinéraires ou en utilisant des informateurs qui notent les horaires de passage des véhicules précédents.

Juxtapositions, morcellements, assemblages, éclatements. Autant de mouvements qui tendent vers des villes mosaïques, nous invitant à retenir que fragmentation ou hétérogénéité ne signifient pas nécessairement isolement, qu'un quartier pauvre peut aussi être vu comme un quartier en relation avec les autres quartiers et non pas comme un ghetto, bref que ces fragments urbains auto-construits participent à part entière à la création de la ville. Quartiers vivants et inventifs, loin de la rationalité spatiale des experts de l'architecture ou de l'ingénierie qui ne sont que rarement parvenus à faire face à des manifestations l'urbanité de plus en plus nombreuses et diverses.

Pour conclure, nous pourrions insister sur trois points :

1/ La formation en matière de production de l'habiter est défaillante. Elle ne correspond plus à ce qu'on doit ou peut faire sur le terrain car elle est issue d'une logique de fabrication de la ville par la puissance publique, aujourd'hui partout affaiblie. Accompagner les acteurs de l'urbanisation spontanée semble aujourd'hui ce vers quoi devrait s'ouvrir les formations classiques de la maîtrise spatiale.

2/ Par contre, certaines parties de la ville ne se construisent pas de façon spontanée, les réseaux par exemple. Et ici, la présence et l'action publique sont essentiels : Ce sont ces emprises qu'il faudrait réserver pour limiter l'expropriation lorsque l'urbanisation se développe. Comme le propose Shlomo Angel, Professeur de planification urbaine au *Marron Institute of Urban Management* de l'Université de New-York, ne faudrait-il pas engager les préparatifs minimum nécessaires à

l'expansion urbaine plutôt que de chercher à la contenir ? Dans son ouvrage *Planet of Cities*, S. Angel propose plusieurs pistes^[1] :

- L'expansion des villes liée à la croissance démographique ne peut être contenue. Il vaut mieux préparer le territoire pour l'accueillir.
- La densité des villes doit rester soutenable. Si elle est trop faible, il doit être autorisé de l'augmenter. Si elle est trop élevée, son déclin doit être autorisé.
- Le strict confinement de l'expansion urbaine détruit les maisons des plus pauvres et met les nouveaux logements hors de portée de la plupart des gens. Un logement décent pour tous ne peut être assuré que si le foncier urbain est disponible en quantité suffisante.
- Comme les villes s'étendent, les territoires nécessaires à l'espace public, aux infrastructures et réseaux publics et aux *open-spaces* publics et milieux sensibles doivent être réservés à l'avance, en prévision du développement urbain. Pour S. Angel, cette approche minimaliste de la planification suffit. Pour le reste, il ne faut pas s'inquiéter. Il faut faire confiance aux gens dans leur capacité à habiter et donc rendre tout le territoire constructible afin de faire chuter le marché du foncier pour le rendre accessible à tous.

3/ Pour finir, c'est donc à un urbanisme négocié que nous appellent les différentes communications faites aux tables-rondes CORUM 2016 ; mais avec une réflexion quant à la définition des acteurs de cette négociation. En effet, les élites politiques et économiques disposent de nombreux moyens pour négocier et une attention particulière devra être portée à la protection des plus vulnérables. Quels types d'organisations ? Comment avoir du poids dans la négociation ? Quels types de formation ? Ou d'accompagnement ? Quels ponts à construire entre les disciplines de l'urbain (architecture, urbanisme, sociologie et anthropologie urbaine, études urbaines, etc.) ? Quels liens à tisser entre recherche et action ? Les réponses à ces diverses questions appellent davantage de réflexion, d'échanges, de partage et de recherche. Mais, il est probable que l'étude des urbanismes essentiels, tels que ceux discutés aux tables rondes CORUM 2016, révèle d'autres formes politiques et d'autres types d'organisations économiques et d'échanges, qui pourraient être autant de pistes pour engager ces urbanisations négociées que les habitants du monde appellent tout en les produisant déjà.

Bibliographie :

Angel S. (2012), *Planet of Cities*. Cambridge (USA). Éditions du Lincoln Institute of Land Policy.

Choay F. (1965), *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*. Paris (F), Éditions du Seuil.

Felli R. (2016), *La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe*. Paris(F), Éditions du Seuil.

Percq P. (1994), *Les habitants-aménageurs*. La Tour d'Aigues (F), Éditions de l'Aube.

^[1] Traduction de S. Verleene du résumé de l'ouvrage publié sur https://www.lincolnst.edu/pubs/2094_Planet-of-Cities